



**DEUXIEME ET TROISIEME  
RAPPORTS  
DU COMITE  
DES CONTRIBUTIONS**

**ASSEMBLEE GENERALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-TROISIEME SESSION**

**SUPPLEMENT N° 10A (A/7210/Add.1)**

**NATIONS UNIES**



**DEUXIEME ET TROISIEME  
RAPPORTS  
DU  
COMITE DES CONTRIBUTIONS**

**ASSEMBLEE GENERALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-TROISIEME SESSION**

**SUPPLEMENT N° 10A (A/7210/Add.1)**



**NATIONS UNIES**

*New York, 1969*

#### NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

## TABLE DES MATIERES

	<i>Pages</i>
Introduction .....	1
Première partie. — Deuxième rapport du Comité des contributions	
Quotes-parts des nouveaux Etats Membres .....	3
Deuxième partie. — Troisième rapport du Comité des contributions	
Application de l'Article 19 de la Charte dans le cas d'un Etat Membre : avis demandé par l'Assemblée générale .....	5



## INTRODUCTION

1. La vingt-huitième session du Comité des contributions s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 14 au 19 novembre 1968. Etaient présents les membres suivants :

Syed Amjad Ali (Président) ;

M. Thomas H. Bennett ;

M. Raymond T. Bowman ;

M. J. P. Fernandini ;

M. S. Raczkowski ;

M. John I. M. Rhodes ;

M. D. Silveira da Mota ;

M. Maurice Viaud ;

M. A. V. Zakharov.

M. F. Nouredin Kia, vice-président du Comité, n'a pu assister à la session.

2. Le Comité des contributions a présenté à l'Assemblée générale deux rapports sur les travaux de sa vingt-huitième session, qui sont reproduits ci-après.





## Première partie

### DEUXIEME RAPPORT DU COMITE DES CONTRIBUTIONS

#### QUOTES-PARTS DES NOUVEAUX ETATS MEMBRES

1. En vertu de l'article 161 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, le Comité des contributions "conseille l'Assemblée générale au sujet de la quote-part des dépenses que doivent assumer les nouveaux Membres...". En conséquence, le Comité a étudié les quotes-parts à recommander pour les deux nouveaux Membres admis à l'ONU à la vingt-troisième session de l'Assemblée générale, à savoir le Souaziland, le 24 septembre 1968 [résolution 2376 (XXIII) de l'Assemblée générale], et la Guinée équatoriale, le 12 novembre 1968 [résolution 2384 (XXIII) de l'Assemblée générale].

2. Après avoir examiné les statistiques disponibles pour la Guinée équatoriale et le Souaziland, le Comité a décidé qu'il conviendrait de retenir dans les deux cas le taux minimum de 0,04 p. 100 prévu par le barème de l'ONU. Il a également décidé de recommander que les quotes-parts des nouveaux Membres viennent s'ajouter au barème de 100 p. 100 fixé pour 1969 et 1970 qui est indiqué au paragraphe a de la résolution 2291 (XXII) du 8 décembre 1967.

3. L'article 5.8 du Règlement financier de l'ONU dispose : "Les nouveaux Membres sont tenus d'acquitter une contribution pour l'année au cours de laquelle ils deviennent Membres et de verser leur quote-part des avances au Fonds de roulement, aux taux fixés par l'Assemblée générale." Dans sa résolution 69 (I) du 14 décembre 1946, l'Assemblée générale a décidé :

"Que les nouveaux Membres seront priés de verser au budget annuel pour l'année au cours de laquelle ils ont été admis une contribution s'élevant au moins à 33⅓ p. 100 du pourcentage qui leur est affecté dans la répartition prévue pour l'année suivante, en appliquant ce pourcentage au budget de l'année de leur admission."

Toutefois, l'Assemblée générale a fait des dérogations à cette règle, et le minimum d'un tiers prescrit a été ramené à un neuvième, depuis 1955, pour tous les Etats Membres qui ont été admis à l'Organisation au cours de la période de septembre à décembre. Compte tenu des décisions antérieures de l'Assemblée générale, le Comité a décidé de recommander que les deux nouveaux Membres versent le pourcentage suivant pour l'année de leur admission :

<i>Nouveaux Membres</i>	<i>Date d'admission</i>	<i>Pourcentage de la quote-part</i>
Souaziland .....	24 septembre 1968	1/9
Guinée équatoriale .....	12 novembre 1968	1/9

4. En ce qui concerne les avances des nouveaux Membres au Fonds de roulement, le Comité recommande qu'elles soient calculées par application des pourcentages des quotes-parts de la Guinée équatoriale et du Souaziland au montant approuvé pour le Fonds de roulement en 1968, ces avances venant en sus dudit montant, en attendant que les quotes-parts des nouveaux Membres soient incorporées dans les 100 p. 100 du barème,



## Deuxième partie

### TROISIEME RAPPORT DU COMITE DES CONTRIBUTIONS

#### APPLICATION DE L'ARTICLE 19 DE LA CHARTE DANS LE CAS D'UN ETAT MEMBRE : AVIS DEMANDÉ PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

1. En vertu de l'article 161 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, le Comité des contributions "conseille l'Assemblée générale . . . sur les mesures à prendre en exécution de l'Article 19 de la Charte".

2. A la 1674<sup>e</sup> séance plénière de l'Assemblée générale, le 24 septembre 1968, le Président provisoire a fait la déclaration suivante :

"Je me permets d'attirer l'attention des membres de l'Assemblée générale sur les documents A/7237<sup>1</sup> et A/7238<sup>2</sup>. Le document A/7238 reproduit le texte d'une lettre que m'a adressée le Secrétaire général pour informer l'Assemblée qu'un Etat Membre est actuellement "en retard dans le paiement de sa contribution au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, au sens de l'Article 19 de la Charte".

"Le document A/7237 reproduit le texte d'une lettre du représentant permanent de l'Etat Membre en question, dans laquelle celui-ci demande que cet Etat soit autorisé à participer au vote, mentionnant à cet égard certaines circonstances qui tendent à indiquer que le manquement de cet Etat est dû à des raisons indépendantes de sa volonté.

"A ce propos, j'attire l'attention des membres de l'Assemblée sur la seconde phrase de l'Article 19 de la Charte qui dispose que : "L'Assemblée générale peut néanmoins autoriser ce Membre à participer au vote si elle constate que le manquement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté."

"Sur la base de la lettre reproduite dans le document A/7237, dont il ressort que le manquement serait dû à des circonstances indépendantes de la volonté de l'Etat Membre en question, l'Assemblée voudra peut-être autoriser ledit Membre à participer au vote en vertu de la seconde phrase de l'Article 19 de la Charte en attendant communication de l'avis demandé au Comité des contributions dans le cadre de l'Article 161 du règlement intérieur de l'Assemblée générale.

"Si je n'entends pas d'observation, je considérerai qu'il en est ainsi décidé.

*"Il en est ainsi décidé."*

3. Dans la lettre qu'il a adressée au Président de l'Assemblée générale (annexe I), le représentant permanent d'Haïti a affirmé que le Gouvernement haïtien

n'avait pu s'acquitter de ses obligations financières à l'égard de l'Organisation en raison de circonstances indépendantes de sa volonté, au sens de l'Article 19 de la Charte<sup>3</sup>, et avait sollicité un délai maximum de 3 mois pour le paiement de ses arriérés.

4. Pour que le Comité des contributions puisse disposer de renseignements aussi complets que possible pour examiner la question qui lui était renvoyée par l'Assemblée générale, à savoir si le manquement d'Haïti était dû à des circonstances indépendantes de sa volonté, le Président du Comité des contributions a adressé, le 21 octobre 1968, une lettre au représentant permanent d'Haïti (annexe III) pour lui demander des statistiques et des renseignements sur l'économie haïtienne qui aideraient le Comité à juger de la question dont il était saisi. Le Président du Comité n'a pas reçu de réponse du Gouvernement haïtien.

5. Pour examiner la validité des affirmations du Gouvernement haïtien, le Comité, ne disposant pas des statistiques supplémentaires qu'il avait demandées à ce gouvernement, s'est servi des statistiques relatives à l'économie haïtienne établies par le Bureau de statistique de l'ONU. Les données examinées par le Comité couvraient, pour les statistiques disponibles, la période 1962-1968 et comprenaient des statistiques sur : i) le produit national net total et par habitant d'Haïti, ii) le nombre de touristes et les recettes provenant du tourisme, iii) la valeur des principales exportations (café, sucre, bauxite, sisal) et importations, et iv) les réserves d'or et de devises étrangères. Le Comité a également examiné les statistiques de la balance des paiements publiées par le Fonds monétaire international et d'autres éléments d'information du même ordre, notamment en ce qui concerne le commerce extérieur, les paiements de transferts publics et privés, l'aide reçue de l'étranger, les mouvements de capitaux et le montant du budget national. Le Comité a également tenu compte des renseignements dont il disposait sur les cyclones et les ouragans tropicaux dans les Antilles et les effets qu'ils ont eus sur la terre ferme ces dernières années.

6. Après avoir examiné de manière détaillée la situation économique et financière d'Haïti pendant les sept dernières années, le Comité a reconnu que le Gouvernement haïtien avait eu de graves difficultés économiques et financières au cours de cette période. Néanmoins, compte tenu des statistiques qu'il a exami-

<sup>3</sup> Le texte intégral de l'Article 19 de la Charte est le suivant :

"Un Membre des Nations Unies en retard dans le paiement de sa contribution aux dépenses de l'Organisation ne peut participer au vote à l'Assemblée générale si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution due par lui pour les deux années complètes écoulées. L'Assemblée générale peut néanmoins autoriser ce Membre à participer au vote si elle constate que le manquement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté."

<sup>1</sup> Voir annexe I.

<sup>2</sup> Voir annexe II.

nées, le Comité a conclu qu'il ne pouvait corroborer l'affirmation selon laquelle le non-paiement par Haïti de la somme relativement faible nécessaire pour ramener les arriérés de sa contribution au budget ordi-

naire de l'Organisation des Nations Unies en deçà de la limite stipulée à l'Article 19 de la Charte pouvait être considéré comme étant dû à des circonstances indépendantes de la volonté de cet Etat Membre.

## ANNEXES

### Annexe I

#### LETTRE DATEE DU 23 SEPTEMBRE 1968, ADRESSEE AU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE GENERALE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT D'HAÏTI AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES<sup>a</sup>

[Original : français]

J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence ce qui suit.

Ce n'est pas que le Gouvernement haïtien, dont le souci a toujours été d'acquitter ses obligations internationales, se soit refusé à payer les contributions dues à l'ONU en sa qualité de Membre.

Le Gouvernement haïtien comprend pleinement l'importance pour l'avenir de la nation haïtienne de son entière participation aux différents débats des organismes des Nations Unies.

Son silence jusqu'ici était imputable au fait qu'il nourrissait l'espoir de pouvoir, avant l'ouverture de la vingt-troisième session de l'Assemblée générale, réunir les fonds nécessaires au paiement intégral de ses contributions à titre de Membre de l'ONU.

Le Gouvernement haïtien demande au Président de l'Assemblée générale de vouloir considérer les raisons pertinentes pour lesquelles il n'a pas pu répondre à ses engagements :

Malgré les efforts surhumains du Gouvernement d'Haïti, l'économie du pays ressent durement les contrecoups de trois terribles cyclones Betty, Flora et Inès qui, sur une période de sept ans, ont anéanti la moitié de son agriculture, de son bétail et de sa petite industrie à peine naissante.

Il restait le tourisme. Mais huit invasions consécutives d'Haïti par des mercenaires haïtiens et étrangers, jointes à une propagande malsaine à l'extérieur, ont contribué notablement à en diminuer les revenus.

La plus récente de ces invasions, celle du 20 mai 1968, qui avait motivé la plainte d'Haïti au Conseil de sécurité, fut la

<sup>a</sup> Publiée précédemment sous la cote A/7237.

plus meurtrière pour le tourisme et l'économie générale du pays.

Avant cette dernière invasion, le Gouvernement haïtien, à cause des brillantes perspectives qui se faisaient jour, nourrissait fermement l'espoir d'acquitter ses contributions à l'ONU.

Ces perspectives étaient telles qu'il avait cru devoir s'engager dans de nombreux projets d'infrastructure tels que la construction de l'Usine hydro-électrique de Peligre pour l'électrification du pays, l'irrigation de la vallée de l'Artibonite, la construction de la route du Sud, la refonte du système hydraulique des villes de la République, l'établissement du réseau téléphonique moderne, l'aménagement des ports de la République.

Le Gouvernement haïtien considère pourtant les difficultés économiques qu'il confronte comme très passagères. Il a en effet pris toutes les dispositions pour, d'ici le début de l'année prochaine, achever de régler ses obligations et reprendre son programme d'expansion économique.

C'est conformément à son désir de se mettre en règle avec l'ONU et compte tenu des circonstances qui l'empêchent de le faire immédiatement, que le Gouvernement haïtien m'a demandé de solliciter un délai maximum de trois mois pour le paiement de ses arriérés et offre, comme preuve de sa bonne foi, de verser en attendant une valeur de 5 005 dollars à titre symbolique pour ne pas perdre son droit de vote.

Ci-joint un chèque au n° 140 y relatif.

Je vous prie de bien vouloir communiquer le texte de la présente lettre aux membres de l'Assemblée générale.

L'Ambassadeur,  
(Signé) Marcel Ch. ANTOINE

### Annexe II

#### LETTRE DATEE DU 24 SEPTEMBRE 1968, ADRESSEE PAR LE SECRETAIRE GENERAL AU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE GENERALE<sup>a</sup>

[Original : français]

Actuellement, un Etat Membre, Haïti, est en retard dans le paiement de sa contribution au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, au sens de l'Article 19 de la Charte, qui dispose :

"Un membre des Nations Unies en retard dans le paiement de sa contribution aux dépenses de l'Organisation ne peut participer au vote à l'Assemblée générale si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution due par lui pour les deux années complètes écoulées. L'Assemblée générale peut néanmoins autoriser ce Membre à participer au vote si elle constate que le manquement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté."

Le montant dû par le Gouvernement haïtien au titre de sa contribution au budget ordinaire de l'Organisation en sus de la contribution due pour les deux années complètes écoulées est de 29 948 dollars des Etats-Unis<sup>b</sup> et il serait nécessaire d'effectuer un paiement supérieur à ce montant pour ramener les arriérés en deçà de la limite stipulée à l'Article 19.

<sup>a</sup> Publiée précédemment sous la cote A/7238.

<sup>b</sup> Le 23 septembre 1968, Haïti a effectué un versement de 5 005 dollars (voir annexe I).

J'ai signalé la situation susmentionnée de cet Etat Membre au Président de l'Assemblée générale (vingt-deuxième session) dans ma lettre du 24 avril 1968 (A/7086). A cet égard, je voudrais appeler l'attention sur les communications que m'ont adressées les représentants permanents d'Haïti, du Mexique, de la République Dominicaine et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies ainsi que sur les réponses que j'y ai faites. Ces communications ont été publiées en tant que documents de l'Assemblée générale (vingt-deuxième session) sous les cotes ci-après :

Communication du représentant permanent de :		Réponse du Secrétaire général :
Haïti .....	A/7129	A/7167
Mexique .....	A/7118	A/7168
République Dominicaine .....	A/7136	A/7169
Union des Républiques socialistes soviétiques .....	A/7111	A/7146
Union des Républiques socialistes soviétiques .....	A/7193	

J'attire l'attention sur le rapport du Comité des contributions à l'Assemblée générale (vingt-troisième session)<sup>c</sup> et, en particulier, sur le paragraphe 53 dudit rapport, relatif au recouvrement des contributions.

<sup>c</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Supplément n° 10 (A/7210).

J'attire également l'attention sur une lettre datée du 23 septembre 1968, émanant du représentant permanent d'Haïti auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/7237)<sup>d</sup>.

*Le Secrétaire général,*  
(Signé) U THANT

<sup>d</sup> Voir annexe I au présent rapport.

### Annexe III

#### LETTRE DATEE DU 21 OCTOBRE 1968, ADRESSEE AU REPRESENTANT PERMANENT D'HAITI AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES PAR LE PRESIDENT DU COMITE DES CONTRIBUTIONS

[Original : anglais]

Comme l'Assemblée générale, à sa 1674<sup>e</sup> séance plénière, a renvoyé au Comité des contributions pour avis, en vertu de l'article 161 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, la lettre du Secrétaire général datée du 24 septembre 1968 (A/7238) et votre communication du même jour (A/7237), le Comité se réunira au cours de la présente session de l'Assemblée.

La tâche du Comité serait grandement facilitée, j'en suis certain, si le Gouvernement haïtien voulait bien lui communiquer des informations qui lui permettraient de se faire une idée exacte du problème. Le Comité aurait besoin des statistiques ci-après pour les années 1966 et 1967, ainsi que de toutes estimations ou prévisions disponibles pour l'année 1968 :

1. Estimations du produit national net;
2. Valeur des exportations de café, de sucre, de bauxite, de sisal et d'huiles essentielles;
3. Valeur du total des exportations à destination de tous les pays, avec indication des principaux pays de destination;

4. Statistiques concernant le nombre de jours que les touristes passent à Haïti, et statistiques correspondantes sur les recettes provenant du tourisme;

5. Réserves en devises étrangères à la fin de 1966, de 1967 et à la date la plus récente (mois) pour 1968.

Etant donné que le Comité se réunira probablement au milieu du mois de novembre, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous communiquer le plus tôt possible les données ci-dessus, ou du moins celles qui sont immédiatement disponibles.

En outre, le Comité des contributions serait reconnaissant au Gouvernement haïtien de bien vouloir confirmer qu'il compte être à même, d'ici le début de l'année prochaine, de s'acquitter de ses obligations financières à l'égard de l'Organisation des Nations Unies. Le Comité souhaiterait avoir des indications sur les dispositions prises à cet effet par le Gouvernement haïtien.

*Le Président du Comité des contributions,*  
(Signé) Syed Amjad ALI

#### **HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS**

**United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.**

#### **COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES**

**Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.**

#### **COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS**

**Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.**